

Bruxelles, le 7.10.2015
C(2015) 6746 final

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 7.10.2015

**relative à la mesure individuelle en faveur de la République islamique de Mauritanie à
financer sur le 11^e Fonds européen de développement**

DÉCISION DE LA COMMISSION

du 7.10.2015

relative à la mesure individuelle en faveur de la République islamique de Mauritanie à financer sur le 11^e Fonds européen de développement

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) 2015/322 du Conseil du 2 mars 2015 relatif à la mise en œuvre du 11^e Fonds européen de développement¹ (FED) et notamment son article 9(1),

vu le règlement (UE) 2015/323 du 2 mars 2015 portant règlement financier applicable au 11^e Fonds européen de développement² et notamment son article 26,

considérant ce qui suit:

- (1) La Commission a adopté le programme indicatif national pour la Mauritanie³ pour la période 2014-2020⁴, dont le point 1.2 établit les priorités suivantes: la gouvernance, la santé ainsi que la sécurité alimentaire et nutritionnelle, l'agriculture durable et l'eau.
- (2) La mesure financée au titre du 11^e FED⁵, vise à renforcer la résilience des populations vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, notamment à travers la remise à niveau organisationnelle des différentes parties prenantes.
- (3) L'action intitulée «Renforcement institutionnel en Mauritanie vers la résilience agricole et pastorale (RIMRAP)» a pour objectif de renforcer la gouvernance en matière d'accès équitable et de gestion durable des ressources dans le contexte du changement climatique. Les résultats attendus du programme se déclinent selon trois grands axes: i) renforcement des capacités techniques, organisationnelles et institutionnelles des acteurs publics et privés du secteur; ii) meilleure gouvernance de l'accès aux ressources naturelles pour les populations rurales; et iii) renforcement et meilleure coordination des systèmes d'information relatifs à la production agropastorale et à la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Sa mise en œuvre s'effectuera, d'une part, à travers la gestion indirecte avec l'Agence espagnole pour la Coopération internationale au développement (AECID) et l'Agence allemande de Coopération internationale (GIZ), et d'autre part, la gestion indirecte avec la Mauritanie.

¹ JO L 58, 3.3.2015, p. 1.

² JO L 58, 3.3.2015, p. 17.

³ Décision C(2014)3644

⁴ Décision C(2014)3644

⁵ Accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020, conformément à l'accord de partenariat ACP-UE, et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, JO L 210 du 6.8.2013, p. 1

- (4) Il y a lieu d'adopter une décision de financement dont les modalités sont fixées à l'article 94 du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission⁶ applicable en vertu de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323.
- (5) Il y a lieu d'adopter un programme de travail en matière de subventions dont les modalités sont fixées à l'article 128, paragraphe 1, du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et à l'article 188, paragraphe 1, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012. Le programme de travail est constitué de l'annexe (section 4.3.3).
- (6) Il convient que la Commission confie des tâches d'exécution du budget en gestion indirecte aux entités désignées dans la présente décision, sous réserve de la conclusion d'une convention de délégation. Conformément à l'article 60, paragraphes 1 et 2, du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012, l'ordonnateur compétent doit s'assurer que ces entités garantissent un niveau de protection des intérêts financiers de l'Union équivalent à celui qui est exigé de la Commission lorsque celle-ci gère des fonds de l'Union. Ces entités respectent les conditions énoncées à l'article 60, paragraphe 2, premier alinéa, points a) à d), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et les mesures de supervision et de soutien nécessaires sont en place.
- (7) Il convient que la Commission confie des tâches d'exécution du budget en gestion indirecte au pays partenaire désigné dans la présente décision, sous réserve de la conclusion d'une convention de financement. Conformément à l'article 60, paragraphe 1, point c), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012, applicable en vertu de l'article 17 et de l'article 2, paragraphe 1, du règlement (UE) 2015/323, l'ordonnateur compétent doit s'assurer que des mesures sont prises pour superviser et soutenir la mise en œuvre des tâches confiées. Ces mesures et les tâches confiées sont décrites dans l'annexe de la présente décision.
- (8) Il convient de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 92 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et de l'article 111, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, applicables en vertu de l'article 29, paragraphe 1, du règlement (UE) 2015/323.
- (9) Conformément à l'article 94, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, la Commission doit définir ce que l'on entend par « modifications non substantielles de la présente décision », afin de garantir que toute modification de ce type peut être adoptée par l'ordonnateur délégué compétent.
- (10) La mesure prévue par la présente décision est conforme à l'avis du comité du Fonds européen de développement institué par l'article 8 de l'accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020, conformément à l'accord de partenariat ACP-UE, et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne⁷,

⁶ Règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission du 29 octobre 2012 relatif aux règles d'application du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, JO L 362 du 31.12.2012, p. 1.

⁷ JO L 210 du 6.8.2013, p. 1.

DÉCIDE:

Article premier

Adoption de la mesure

La décision relative à la mesure individuelle en faveur de la République islamique de Mauritanie à financer sur le 11^e Fonds européen de développement, présentée en annexe, est adoptée.

La mesure comporte l'action suivante:

- Annexe: Renforcement institutionnel en Mauritanie vers la résilience agricole et pastorale (RIMRAP).

Article 2

Contribution financière

La contribution maximale de l'Union européenne pour la mise en œuvre de la mesure visée à l'article 1^{er} est fixée à 25 000 000 EUR et est financée sur le Fonds européen de développement.

La contribution financière prévue au premier alinéa peut aussi couvrir les intérêts de retard.

Article 3

Modalités de mise en œuvre

Des tâches d'exécution du budget en gestion indirecte peuvent être confiées aux entités désignées dans l'annexe, sous réserve de la conclusion des conventions y afférentes.

La section «Mise en œuvre» de l'annexe de la présente décision énonce les éléments exigés par l'article 94, paragraphe 2, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012.

Article 4

Modifications non substantielles

Les augmentations ou les diminutions de 10 000 000 EUR maximum n'excédant pas 20 % de la contribution fixée à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées des crédits alloués à des actions spécifiques n'excédant pas 20 % de cette contribution, de même que les prolongations de la période de mise en œuvre, ne sont pas considérées comme substantielles au sens de l'article 94, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions. Le recours à la réserve pour imprévus est pris en considération dans le plafond fixé au présent article. L'ordonnateur compétent peut adopter ce type de modifications non substantielles dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

Fait à Bruxelles, le 7.10.2015

Par la Commission
Neven MIMICA
Membre de la Commission